

Maréchal LYAUTEY

Nous, députés de la Nation, affirmons vouloir poser les principes d'une réorientation de la construction européenne.

Nous croyons dans le projet européen tel qu'il avait été pensé en 1957, c'est-à-dire en tant qu'espace de coopération et de paix, centré sur des réalisations communes et pilotées par des structures légères de coordination entre Etats.

Nous constatons que le règne de la pensée unique interdit toute alternative au motif qu'il n'y aurait qu'une seule politique possible, fragilise le pluralisme démocratique, paralyse la réflexion, et fait le jeu des partis protestataires sur la base de solutions simplistes et court-termistes. Nous voulons briser les tabous.

Nous désespérons de voir l'Europe sortir de l'Histoire, sous l'action:

- du fédéralisme-qui-ne-dit-pas-son-nom et qui a voulu, à marche forcée et à rebours de la volonté des peuples construire un super-Etat européen, devenu une aberration politique et démocratique, désormais asphyxiée par sa propre démesure;
- des mythes du libre-échange et de la libre-concurrence totale, qui ont déstructuré les systèmes nationaux, affaibli les entreprises européennes, tout en se révélant incapables de protéger les populations d'Europe des vents de la mondialisation ;
- du nationalisme et du populisme, qui ont toujours été hostiles à l'idée même de coopération avec les autres peuples européens, et qui, à cause des effets délétères des deux autres forces précitées, sont en train de croître inexorablement dans tous les pays européens.

Nous pensons qu'il faut, un peu plus de 10 ans après la mise en place de l'euro, établir un diagnostic lucide sur la monnaie unique et engager le débat au sein de nos partis respectifs, et plus particulièrement l'UMP, sur la survie du système actuel, caractérisé par la désindustrialisation de l'Europe, l'exacerbation des égoïsmes nationaux et la fuite en avant vers toujours plus de fédéralisme. Nous ne voulons pas rester aveugles sur les problèmes causés par l'euro. Un débat doit être ouvert pour évaluer quelles solutions sont les meilleures pour les Français et les peuples européens.

Nous sommes convaincus que le maintien en l'état de l'espace Schengen est devenu indéfendable, compte-tenu des nombreux troubles à l'ordre public causés soit par l'explosion des trafics, soit par la libre circulation des armes, soit par l'arrivée massive de populations désocialisées sur le territoire hexagonal. Nous voulons concilier la belle idée de liberté de circulation des personnes et des biens avec le respect des frontières et de la souveraineté.

Pour cela, nous entendons nous organiser, afin de faire vivre le débat sur l'Europe, autour de trois principes: imagination, courage politique et liberté de parole.

Pour cela, nous avons décidé de constituer un groupe que nous avons baptisé: « Collectif parlementaire pour la refondation de l'Europe: les cabris, c'est fini! »

Parmi les membres fondateurs, Julien Aubert, Gérald Darmanin, Nicolas Dhuicq, Henri Guaino, Jacques Myard, Philippe Meunier, Bérengère Poletti...